



Front Syndical de Classe

Site : www.frontsyndical-classe.org - Courriel : frontsyndical.classe@laposte.net

« Rien ne fait plus de mal aux travailleurs que la collaboration de classes. Elle les désarme dans la défense de leurs intérêts et provoque la division. La lutte de classes, au contraire, est la base de l'unité, son motif le plus puissant. C'est pour la mener avec succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs que fut fondée la CGT. Or la lutte de classes n'est pas une invention, c'est un fait. Il ne suffit pas de la nier pour qu'elle cesse : renoncer à la mener équivaut pour la classe ouvrière à se livrer pieds et poings liés à l'exploitation et à l'écrasement. » H. Krazucki

Etat d'urgence !

La France des travailleurs, héritière des luttes révolutionnaires, ses services publics, son industrie, sa jeunesse, ses ouvriers, ses enseignants et retraités se trouvent à présent dans une situation alarmante.

De dérive en dérive, après des années d'accompagnement du capital par les gouvernements successifs, auquel adhèrent à présent les états majors des confédérations syndicales inféodées aux directives de l'Union Européenne, via la CES de Monks. Ce secrétaire général se promène de colloque en colloque avec Sarkozy et autre Tony Blair pour débattre du « *Nouveau monde, Nouveau capitalisme* » !

Pendant ce temps, la France et sa population subissent :

- **la désindustrialisation** de son territoire avec une casse méthodique de la production française. Nos industries sont délocalisées dans des pays où la main d'œuvre est rendue à l'étape de l'esclavagisme et payée à « coups de pieds... »,
- **la casse de la fonction publique**, qui n'aura bientôt plus de publique que le nom, dépecée d'année en année de son essence naturelle définie par le Conseil National de la Résistance (CNR) après l'occupation fasciste,
- **des attaques en règles contre** la sécu, les retraites, les services publics dont les plus essentiels pour les milieux populaires comme la santé ou l'éducation Nationale,
- **des pertes d'emplois** massifs, 630 000 chômeurs de plus en 2009, l'augmentation de la précarité avec les CDD et les petits boulots,
- **un recul** sans précédent des salaires, du paiement des qualifications, avec la non reconnaissance des diplômes, de l'ancienneté et des compétences, de la formation et - **une régression importante** du pouvoir d'achat, depuis ¼ de siècle, près de 25% de perte de pouvoir d'achat pour les actifs et près de 20% pour les retraités,
- **la dévalorisation du point de rémunération** des grilles salariales du secteur public qui a pour conséquence de voir le SMIC être supérieur au plus bas niveau de certaines grilles,
- **la souffrance au travail**, à l'exemple de France Telecom, désormais tout est exclusivement lié au rendement et aux gains de productivité, aux conséquences graves sur la vie familiale et la santé.
- **les attaques contre les libertés**, les sans-papiers et la criminalisation de l'action syndicale (Contis, ERDF-GRDF...)

Face à cette situation, le FSC dénonce sans détours le manque de repères revendicatifs de classe mobilisateurs pour gagner **tous ensemble en même temps** pour l'avenir du pays et de ses forces productives, de l'employé ou de l'ouvrier au cadre, ou du technicien à l'ingénieur.

D'un côté, nous subissons l'offensive d'un gouvernement et d'une Union européenne au service des grands groupes capitalistes qui accumulent les profits. Ils se sont gavés d'argent public et prétextent la crise, dont ils sont responsables, pour aggraver encore la situation des travailleurs. Champagne fin 2009 à la bourse de Paris ou le CAC enregistre 20% de progression en moins de 10 mois.

De l'autre, nous sommes victimes du virage des états-majors syndicaux qui ont décidé, sous le pilotage de la Confédération Européenne des Syndicats, d'abandonner tous les enseignements de décennies de lutte de classes souvent victorieuses (1936, 1945, 1968...) pour privilégier les « négociations » à froid et le dialogue entre « partenaires sociaux », l'intégration dans les institutions officielles et le refus délibéré de coordonner, de mobiliser et d'impulser les luttes revendicatives fondamentales à l'échelle inter-pro.

Les efforts unitaires (interpro et intersyndicaux) à la base seront donc décisifs pour construire à partir des luttes le tous ensemble en même temps seul capable d'imposer le rapport de force et la défaite du pouvoir du capital, à partir d'une plate forme revendicative pour la défense des services publics et de la protection sociale, pour la défense de l'emploi et le « Produire en France », pour l'augmentation des salaires et des pensions.

Le FSC lance un appel au renforcement et à l'adhésion pour aider et préparer avec les salariés les conditions de l'affrontement de classe qui s'annonce très dur contre ce pouvoir destructeur.

En juin 2009, des militants et syndicats CGT et FSU ont créé l'association Front Syndical de Classe. Dans une démarche clairement intersyndicale afin de construire aussi le tous ensemble des syndicalistes de classe, le FSC a pour objet non pas d'être une nouvelle organisation syndicale mais un outil au service du regroupement des militants et syndicats de classe afin de :

- mener la lutte pour « le tous ensemble en même temps » à partir des besoins réels des salariés (salaires, emplois, retraites, Sécu, services publics...) pour gagner enfin face à l'offensive capitaliste relayée par les gouvernements nationaux et l'UE*
- contribuer à aider les militants dans le respect des organisations existantes, à se réappropriier leurs organisations et à les remettre sur les rails du syndicalisme de classe et de masse tout en posant la nécessité pour le monde du travail de construire une grande Confédération Générale du Travail, unitaire et sur ces bases.*
- constituer un lieu de repli pour les militants ou syndicats exclus de leurs organisations syndicales, mener inlassablement la bataille pour la solidarité de classe contre la répression patronale et étatique dont sont victimes les travailleurs combattifs.*

Pour adhérer au Front Syndical de Classe :
Adhésion individuelle : 30 euros par an (10 pour les bas revenus)

Adhésion d'organisations :
50 euros minimum, Carte de bienfaiteur à partir de 100 euros
Chèque (à l'ordre de "Front Syndical de Classe") à envoyer à :
Jacky Omer, 40 Boulevard de la Liberté, 92320 Châtillon